

Bakingué Zara Gaoh

DIRECTRICE DE LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE AU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DE L'ALPHABÉTISATION, DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE (MEP/A/PLN/EC) DU NIGER

Le Niger fait partie des quatre pays appuyés par l'IIPE-Pôle de Dakar dans le cadre du programme d'appui au pilotage de la qualité à l'enseignement de base. Comment avez-vous accueilli cette initiative ?

Le Niger est pleinement engagé dans l'amélioration de la qualité de l'éducation. C'est dans cette optique que le ministère de l'Enseignement primaire a réalisé en 2017 une évaluation nationale des enseignants contractuels concernant plus de 50 000 d'entre eux. Cette évaluation s'est penchée sur la maîtrise des compétences académiques basiques en mathématiques et en français, tirant les leçons des contre-performances des élèves mises en valeur par des évaluations menées tant au niveau national qu'international. Elle est en phase avec la mise en œuvre de la Feuille de Route pour la Qualité de l'Éducation (FRQE). Celle-ci place l'enseignant au cœur de l'amélioration de la qualité et cherche à l'aider dans la prise en charge de l'apprentissage.

Pour cela, il est utile de se poser un certain nombre de questions : l'environnement est-il propice pour permettre à l'enseignant d'effectuer ses tâches ? Comment prend-il en charge les difficultés des élèves ? Comment le pilotage s'organise-t-il du niveau national jusqu'au niveau de la classe ? L'initiative de l'IIPE-Pôle de Dakar a donc touché du doigt une réelle préoccupation. Elle s'inscrit dans la vision du ministère et cadre parfaitement avec les actions en cours. Le programme est accueilli avec beaucoup d'espoir. Notre approche de la qualité n'avait pas évolué depuis plus de trente ans. L'initiative de l'IIPE-Pôle de Dakar arrive à un moment idéal.

Avez-vous observé des premiers résultats positifs lors de la phase de diagnostic ?

Un premier résultat est la mise à disposition des conclusions de la phase de diagnostic. La démarche utilisée est originale et a fortement suscité l'intérêt des dirigeants. En partant du niveau micro pour mieux comprendre le processus d'apprentissage, les analyses révèlent la réalité de nos classes dans les différentes régions. Ce travail de fond est une grande opportunité pour la compréhension des pratiques influant sur la qualité de l'éducation tant au niveau local que central.

Un autre résultat est l'impact du processus de diagnostic sur le renforcement des capacités. Avoir une équipe nationale de recherche associée à un groupe experts internationaux est une valeur ajoutée pour notre ministère. Les bénéficiaires se font déjà ressentir au niveau du pilotage car les cadres ont acquis de nouvelles connaissances et ont en leur possession de nouveaux outils. Le processus de diagnostic est en lui-même positif pour le dialogue entre acteurs en charge du pilotage de la qualité. Au niveau national, l'initiative nous a aussi aidés à mieux cadrer notre mission et notre vision de la qualité.

Enfin, le programme a des effets positifs sur la coordination entre partenaires techniques et financiers. Ces derniers manquaient d'éléments scientifiques très représentatifs pour pouvoir agir de manière concrète et coordonnée pour améliorer le pilotage de la qualité. Lorsqu'ils ont pris connaissance du programme, certains d'entre eux ont mis en veille leur travail pour attendre les premiers résultats du diagnostic afin de pouvoir repositionner leurs interventions. Les résultats du programme créent ainsi une synergie entre acteurs autour d'une feuille de route commune qui est en phase avec la vision du ministère.

Au vu des premières observations de la phase de diagnostic, quels changements de pratiques pourraient être initiés ?

Un aspect s'est révélé essentiel au fur et à mesure de la conduite du diagnostic, celui de la responsabilisation des acteurs dans le processus de pilotage de la qualité. Les enseignants comme l'ensemble des agents à différents niveaux du ministère ne se sentent pas suffisamment responsables de la réussite et du suivi des acquis des élèves. Ils identifient de nombreux problèmes mais n'arrivent pas à les prendre en charge car le circuit d'information n'est pas fonctionnel et ne débouche pas sur des initiatives concrètes. Par exemple, des mécanismes de différenciation pédagogique pourraient être introduits à travers un accompagnement de proximité du directeur d'école, du conseiller pédagogique et de l'inspecteur pour améliorer la gestion de la classe en fonction des difficultés des élèves. Ce type d'initiative repose sur une logique de responsabilité personnelle des acteurs dans la réussite des enfants.

Pour changer les pratiques de pilotage, le dialogue entre les acteurs est également primordial. Il permet de cibler les dysfonctionnements afin de renforcer le pilotage à tous les niveaux : école, secteur pédagogique, inspection, direction régionale, niveau national. Nous travaillons sur un cahier des charges partagé par l'ensemble des acteurs. Et cela ne peut se faire qu'avec des cadres très bien formés, notamment à la direction des écoles. Il faut s'assurer qu'ils disposent des compétences nécessaires à la réalisation de notre vision politique. L'accent doit être mis sur le renforcement des capacités pédagogiques et de gestion administrative à tous les niveaux.

L'autonomisation des élèves ainsi que la place de la communauté dans la gestion de l'école sont également des aspects primordiaux. Il faut



une prise de conscience de tous les acteurs pour pouvoir aider le système à avancer.

Toutes ces questions sont au cœur de la refonte de notre politique de qualité des apprentissages. Nous avons aujourd'hui un slogan : « *Un programme rénové pour une éducation de qualité* ». Et nous avons la volonté politique d'impulser un changement profond dans la manière de penser la qualité et d'agir pour la réussite de nos élèves. ■